Fédération Nationale de l'Enseignement,
de la Culture et de la Formation Professionnelle,
de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière

SYNDICAT NATIONAL FORCE OUVRIERE DE L'ENSEIGNEMENT PRIVE (SNFOEP)

6/8, rue Gaston Lauriau 93513 MONTREUIL Cedex
Tél. : 01 56 93 22 22 Fax : 01 56 93 22 20
Email : secretariat@fo-enseignement-prive.org

LE BACCALAUREAT
Quels enjeux ?
Pourquoi FO s'y oppose

Le ministère a reçu FO le 13 novembre. La « concertation » sur le baccalauréat est ouverte. Dans la presse, le ministre a déjà présenté son projet : quatre épreuves terminales et le reste en contrôle continu. Drôle de méthode…

Ce serait un lycée à la carte : le lycéen, *« acteur de son parcours »* choisirait des disciplines majeures et mineures… C'est *« l'individualisation des parcours »* : un baccalauréat par lycéen.

La commission voulait que FO dise « oui » au contrôle continu et à *« l'individualisation des parcours »*. La délégation a dit *« non, maintien des épreuves nationales, ponctuelles, terminales et anonymes du baccalauréat. »*

Qui veut tuer son chien, l'accuse de la rage

Ce serait à cause du baccalauréat que 40 % des étudiants échoueraient en première année de licence ?

Le décret du 18/11/2014 *« relatif au suivi et à l'accompagnement pé- dagogique des élèves »* a mis fin aux redoublements, laissant in fine la famille décider de l'accès ou non à la classe supérieure.

La réforme Chatel des lycées a supprimé les dédoublements nationaux et des centaines d'heures.

La ministre Najat Vallaud Belkacem l'a dit elle-même : *« de 2008 à 2015, l'indicateur d'heures par élève a été réduit de 6,5 % »* (com- muniqué du 29 septembre 2015). Sans parler des centaines d'heures
supprimées par la réforme du collège. Comment réussir à l'université si l'on n'a pas acquis des connaissances disciplinaires solides ?

Le baccalauréat coûterait trop cher ?

Le ministère prétend que l'organisation du baccalauréat coûterait plus d'un milliard d'euros : organisation des examens, heures de cours en moins durant le déroulement des épreuves…

Et ce serait une raison pour organiser un baccalauréat low cost ? C'est sous-entendre que les enseignants seraient payés à ne rien faire pendant cette période alors que leur travail est indispensable pour ga- rantir le bon déroulement des épreuves.

Il serait trop lourd ? Trop de disciplines ? Trop d'options ? Trop d'épreuves terminales ?

Toutes les disciplines sont dans le viseur. En particulier les options, les langues vivantes, le latin et le grec…
Des milliers d'heures et de postes que le ministère économiserait au détriment de la formation des élèves.

Le contrôle continu : le remède miracle ?

Prenons l'exemple du collège : le contrôle continu permet de valider 5/8 du DNB au collège.
Résultat : 80 % des élèves ont le brevet avant de passer les épreuves terminales. Le brevet a-t-il été revalorisé ?
Le contrôle en cours d'année existe au lycée en langues notamment : les professeurs organisent les épreuves de A à Z, perdent des heures de cours et accumulent les heures de travail sans qu'aucune rémunération ne soit prévue. Ils sont contraints de négocier et réclamer localement le paiement de ces heures supplémentaires.

Avec le baccalauréat individualisé, plus d'accès garanti à l'université.

Et le ministère demanderait aux professeurs de faire la sélection ?

Avec le *« plan étudiants »* et le projet de réforme Blanquer, le baccalauréat à la carte ne garantirait plus l'accès de chacun à l'université dans la filière de son choix. Le ministère demanderait aux enseignants d'étudier chaque parcours et de faire une pré-sélection. Le ministre tente d'imposer la pré-sélection dès cette année. Les professeurs devraient suivre 30 à 38 dossiers d'orientation, orga- niser deux semaines d'orientation (sur quelles heures ?), évaluer les 10 vœux par élève soit au moins 300 vœux. Sans compter les rendez-vous avec les parents d'élèves.
Intenable ! La preuve en est, en cours d'année, en dépit du bon sens, sans aucune base réglementaire, le ministre demande aux chefs d'établissement de trouver, au pied levé, un deuxième professeur principal. Les enseignants deviendraient les premiers censeurs de l'accès à l'université, exposés au mécontentement légitime des élèves, de leurs parents…alors que c'est le gouvernement qui réduit les capacités d'accueil de l'université !

Le SNFOEP décide une campagne nationale pour le maintien du baccalauréat, premier grade universitaire et diplôme national.

Il propose à toutes les organisations syndicales l'action commune en ce sens.

Il invite les personnels à se réunir pour prendre position :

- **Retrait du « plan étudiants »**
- **Non à la *« fiche avenir »***
- **Aucune pression sur les personnels pour qu'ils prennent en charge le « plan étudiants »**
- **Rétablissement et maintien des épreuves nationales, annuelles, ponctuelles du baccalauréat dans toutes les disciplines**
- **Maintien de toutes les voies, filières et disciplines**
- **Rétablissement des dédoublements nationaux, rétablissement des horaires disciplinaires supprimés par la réforme Chatel**
- **Création des postes nécessaires**

Site internet du SNFOEP: https://www.fo-enseignement-prive.org/